

LA CRISE GOUVERNEMENTALE...

Le manège des chevaux de retour

Là où le gouvernement Gaillard a péri, René Pleven risque de trébucher, comme son prédécesseur Bidault. La question algérienne qui est la clef de voûte de la crise, divise à ce point les partis de la majorité qu'une alliance dont seraient exclus les extrêmes de droite et de gauche est impensable dans l'immédiat.

En effet, socialistes, républicains populaires et radicaux valoisien, quoique divisés sur les moyens, ne peuvent suivre les partisans d'une solution de force en Afrique du Nord. Les socialistes, parce qu'une forte majorité des militants de la S.F.I.O. est opposée à l'aventure guerrière. Des personnalités aussi remarquables que Daniel Mayer, André Philipp et Edouard Depreux n'ont jamais caché leur hostilité agissante à l'égard de la participation socialiste au gouvernement Gaillard. Leur influence dans les sections et dans certaines fédérations syndicales est indéniable. Le Comité directeur de la S.F.I.O. doit donc, malgré les quelques mesures qui tendent à museler l'opposition, tenir compte de la position dite minoritaire, qui conditionne son influence dans le mouvement ouvrier. Mais, outre cette stratégie intérieure au parti, le P.S. a de fortes raisons de s'opposer à l'opération Pleven. En effet, Guy Mollet apparaît de plus en plus comme étant l'homme de la situation. Les Américains savent bien qu'un gouvernement à participation socialiste est nécessaire pour concurrencer les communistes et éviter le «Front Populaire» que ces derniers proposent parce qu'il favoriserait la diplomatie soviétique. La présence de Guy Mollet comme chef d'un tel gouvernement serait une caution suffisante pour que celui-ci ne tournât point trop à gauche. Forts de l'appui implicite des U.S.A. et du désir exprimé du M.R.P. de ne rien faire sans la S.F.I.O., les socialistes peuvent donc attendre l'heure où le président Coty pressentira leur leader. D'autant plus que le gouvernement que se propose de présenter René Pleven se ferait sans les socialistes, ce qui signifierait que Lacoste devrait quitter son ministère. Eventualité que se refusent à admettre les parlementaires socialistes.

Du côté des Valoisien, les raisons de refuser leur concours à Pleven pour être plus nuancées que celles des socialistes n'en procèdent pas moins du même état d'esprit. Mendès-France, qui n'a jamais cautionné la politique Gaillard en Afrique n'admettrait pas que le nouveau gouvernement reprenne la même politique sous un autre nom. Il s'était affronté à Pleven après la défaite de Dien-Bien-Phu, et nul doute qu'il ne favorisera pas la tentative de celui qui demeure l'homme de la Cuvette.

Les républicains populaires, qui viennent de renvoyer le «cher petit homme» à ses études, marchandent également leur participation. La diplomatie du Vatican qui prime sur toute autre considération et détermine en définitive l'orientation du M.R.P. commande que soit trouvée une solution d'apaisement en Algérie. D'autre part, sur le plan social, les théories du M.R.P. sont assez voisines de celles de la S.F.I.O.

Notamment en ce qui concerne les revendications ouvrières et la défense des nationalisations. Aussi les républicains populaires hésiteront-ils à accorder leur sou-tien à un gouvernement d'où seraient exclus les socialistes.

On voit, que pour ces multiples raisons René Pleven devra passer la main. D'autres pressentis feront peut-être quelques tours de piste en attendant que Guy Mollet entre en lice.

D'ici là, les travailleurs, qui voudraient qu'on s'occupe un peu de leurs salaires, pourront toujours se mettre en grève pour trouver une autorité responsable.

Michel PENTHIE.